Déclaration relative à la protection des données CH-LPD

Le responsable de la banque de données est l'Union Suisse Creditreform Scoop (USC), Teufener Strasse 36, 9000 Saint-Gall, tél. 071 221 11 80. Le groupe de travail «Droit» de l'USC agit en tant que responsable de la protection des données; il peut être contacté à la même adresse.

L'USC est l'une des principales organisations de protection des créanciers de la Suisse et du Liechtenstein. Afin d'accomplir ses missions, elle entretient une banque de données économiques. Celle-ci comprend des données concernant des entreprises suisses et liechtensteinoises, ainsi que des personnes physiques établies en Suisse et au Liechtenstein. Pour le Liechtenstein, l'enregistrement des données est limité aux personnes physiques inscrites au registre public.

But du traitement: L'USC et ses bureaux de district régionaux traitent des données dans le but de la vérification d'identité et de solvabilité. La vérification de solvabilité comprend entre autres des calculs pris en charge par des technologies de l'information concernant le risque d'impayé futur. Le but du traitement des données enregistrées est la fourniture d'informations sur la solvabilité de la personne majeure ou de l'entreprise concernée. L'USC ne prend aucune décision dans ce contexte; elle fournit seulement des informations qui peuvent être utiles dans le processus décisionnel de ses partenaires commerciaux.

Notre capital d'informations peut être utilisé non seulement pour les renseignements économiques et le recouvrement de créances, mais aussi à des fins de publicité et de marketing direct. Par ailleurs, les informations de l'USC sont également utilisées dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent ou pour des rapprochements avec des listes de sanctions.

La vérification de solvabilité sert d' **outil décisionnel** pour le prestataire. L'étendue des informations nécessaires dépend du volume d'affaires. La décision d'octroi de crédit est prise par le client à sa seule discrétion. Pour les produits d'informations avec un feu de signalisation du risque, les paramètres nécessaires à la décision sur l'octroi de crédit sont donnés par le client lui-même. Ceci est illustré sur le tableau suivant, sur la base des variantes ci-contre:

<table>
<tr><th rowspan="3">Solvabilité</th><th rowspan="3">Description de la solvabilité</th><th colspan="4">Décision d'octroi de crédit spécifique au client</th></tr>
<tr><th colspan="2">Petites créances</th><th colspan="2">Créances plus élevées</th></tr>
<tr><th>Exemple</th><th>Exemple</th><th>Exemple</th><th>Exemple</th></tr>
<tr><td rowspan="6">très bonne

Insuffi-sante</td><td>très positive</td><td rowspan="4">achat sur facture</td><td rowspan="2">achat sur facture</td><td rowspan="2">achat sur facture</td><td>achat sur facture</td></tr>
<tr><td>positive</td><td rowspan="2">Actual. info sur les OP</td></tr>
<tr><td>aucune</td><td rowspan="4">pas d'asf mais paiement d'avance, carte de crédit, etc.</td><td rowspan="2">Actual. info sur les OP</td></tr>
<tr><td>peu d'expériences négatives</td><td rowspan="3">pas d'asf mais paiement d'avance, carte de crédit, etc.</td><td rowspan="3">pas d'asf mais paiement d'avance, carte de crédit, etc.</td></tr>
<tr><td>négative</td><td rowspan="2">pas d'asf mais pa, cc, etc.</td></tr>
<tr><td>très négative</td></tr>
</table>

Creditreform

Base légale: Les données sont traitées dans le cadre de la loi suisse sur la protection des données (LPD).

Sources: Lorsque des données ne sont pas directement réclamées auprès de la personne concernée, celles-ci proviennent principalement de sources publiques. Ces sources comprennent le registre public de droit privé, l'Internet, la presse et d'autres médias, ainsi que les prestataires de services dans le domaine du marketing direct. Nous traitons aussi les expériences de paiement de tiers.

Catégories de données enregistrées: Données d'identification telles que le nom, le prénom, l'adresse, la date de naissance ou de décès, la commune d'origine, l'état civil (contrôle des habitants); données concernant l'activité, informations provenant de registres publics comme le registre du commerce ou le registre des poursuites: publication émanant des bureaux de consommateurs; expériences de paiement mises à notre disposition par des tiers ou issues de notre activité d'encaissement; éventuelles informations de solvabilité provenant des médias ou de l'Internet.

Destinataires: Nos clients sont principalement issus du secteur des fournisseurs de crédit de la Suisse, et à titre secondaire de l'environnement européen. Ils comprennent notamment: des établissements de crédit, des sociétés de leasing, des compagnies d'assurances, des entreprises de télécommunications et des fournisseurs d'énergie, des sociétés d'encaissement, des sociétés de vente par correspondance, des grossistes et des détaillants et, de manière générale, des entreprises fournissant des produits ou des services sur facture (entreprises artisanales, fournisseurs de biens de consommation, etc.). De plus, des données peuvent être transmises à l'entreprise KünzlerBachmann Directmarketing AG (https://kbdirect.ch/datenschutz/).

Traitement par des tiers : Pour l'exploitation de l'infrastructure informatique et de communication, il peut être fait appel à des tiers. Un tel mandat n'a toutefois pas pour but le traitement de données personnelles. Il n'est toutefois pas exclu que ces tiers aient accès à des données personnelles dans le cadre de leur activité. Si nécessaire, des accords sont conclus à cet effet, dans la mesure où ils ne sont pas soumis au secret des télécommunications.

Motifs justificatifs : le traitement des données à caractère personnel stockées chez nous a lieu à des fins de vérification de la solvabilité et de protection des créanciers et du crédit (cf. art. 31 al. 2 LPD).

Durée: Les données sont stockées aussi longtemps que le stockage est autorisé par la loi sur la protection des données ou d'autres bases légales.

Information, rectification: Il existe un droit de renseignement sur les données enregistrées. Si les données enregistrées devaient être inexactes, les droits prévus par l'art. 32 LPD sont applicables.

Union Suisse Creditreform Scoop

Septembre 2024